

Document n° : Conférence de presse tenue par la délégation des partis nationalistes de l'Urundi à Genève.
Date : 13.9.1960;
Auteurs : D.N.B. - P.D.J.T.B. - UPRONA - P.C.
Objet résumé : L'opinion publique belge doit mettre un terme aux manoeuvres d'une clique de fonctionnaires qui agissent contre l'intérêt du peuple de l'Urundi et l'amitié entre nos peuples.

Nous sommes ici en amis du peuple belge, et des belges indépendants qui travaillent avec nous, chez nous, à la prospérité de notre pays.

C'est pour défendre cette amitié que nous faisons appel à l'opinion publique belge.

Il faut que celle-ci mette un terme aux manoeuvres d'une clique de fonctionnaires qui agissent contre l'intérêt du peuple de l'Urundi et l'amitié entre nos peuples.

Nous faisons appel ici à la collaboration de tous les journaux belges et européens de bonne foi pour qu'ils nous aident à faire entendre notre voix de façon à ce que les fonctionnaires belges, au Ruanda et dans l'Urundi, soient mis en demeure de cesser sur le champ leur action néfaste et subversive.

Nous vous demandons de considérer cette conférence de presse comme une tentative que nous, amis sincères de la Belgique faisons pour essayer d'éviter que l'Urundi ne connaisse par la faute de quelques fonctionnaires des drames plus sanglants encore que ceux que le Congo a connus et que le Ruanda vit actuellement.

Nous l'avons dit et nous le redirons: l'Indépendance pour nous n'est plus seulement un droit mais une mesure de sécurité.

Comme vous le savez, nous représentons ici, les partis nationalistes de l'Urundi. C'est en leur nom que nous tenterons de vous expliquer ce soir la situation politique de notre pays, situation qui tend à se détériorer et qui nous cause la plus vive inquiétude.

Nous jugeons utile en premier lieu de vous définir le sens et le programme de nos partis: les partis nationalistes existent dans la plupart des pays. Leur but est de veiller à ce que les aspirations et les desiderata de tous trouvent un écho dans des réalisations nationales.

En ce qui concerne l'Urundi, nous pouvons, en notre qualité de représentants nationalistes, nous appuyer sur 80% de la population. Ce chiffre n'est pas avancé à la légère comme le prétendent trop souvent les rapports administratifs.

Nous nous basons en effet sur des statistiques étudiées en fonction des membres adhérents à chacun des partis de l'Urundi. A la lumière de ces résultats nous pouvons déjà compter sur une très nette majorité que nous estimons à 85%.

Le programme que nous nous sommes assignés tend à mener notre pays, par une démocratisation progressive, vers sa souveraineté internationale.

L'Urundi n'est pas étranger aux institutions démocratiques car longtemps avant l'arrivée des Européens, il existait déjà en Urundi une hiérarchie administrative.

... / ...

Ruhengeri



4350

Partant de cette réalité, nous osons croire que le pays est prêt à assumer son administration et ceci dans le plus bref délai possible.

Nous devons maintenant soulever un problème épineux, problème qui nous tient à coeur, celui du rôle incohérent de l'administration belge, qui risque de compromettre les relations amicales entre nos deux pays.

En effet, par des manoeuvres purement subversives, l'administration fausse les rapports entre notre peuple et le vôtre, en réitérant les erreurs qui ont précipité le Congo dans le chaos et l'aventure politique.

Nous comprenons d'autant moins le jeu de cette administration qu'elle en face d'elle un peuple calme, paisible et ouvert à une entente internationale.

Le grand danger qui menace notre pays est le fait que l'on soutienne des partis au détriment d'autres. Ce favoritisme encourage les partis de l'opposition. Serait-ce à nouveau la politique déloyale qui s'appelle "diviser pour régner" alors que la Belgique nous a appris que l'Union fait la force?

Soutenus par l'administration tutélaire ou belge, souvent financés par elle, certains partis politiques de l'Urundi travaillent à semer la discorde et la violence. Des fonctionnaires peu scrupuleux cherchent par tous les moyens de précipiter la population dans une guerre fratricide comme cela se passe dans le Ruanda actuellement.

Il est à noter que ces partis à la solde d'une administration abusive ne représentent même pas effectivement le quart de la population.

Nous croyons pouvoir par ce bref exposé et par votre intermédiaire arriver à informer de la réalité l'opinion publique belge et étrangère.

Nous vous remercions de tout coeur de votre présence et restons à votre disposition pour toute question qui pourrait vous intéresser.